

L'Humanité Rouge



Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

Campagne des législatives

MERCREDI 1^e MARS
A 19h 42
L'UOPDP
7 MINUTES
A LA TELEVISION
SUR TF 1

A ne pas manquer : il n'y aura pas d'autre intervention télévisée de l'UOPDP avant le premier tour !

Editorial

L'APRES-19 MARS

Si les politiciens bourgeois de droite et de gauche font tant de bruit sur l'histoire du SMIC à 2 400 F, c'est parce que les uns et les autres prétendent se préoccuper des problèmes des travailleurs. En fait ils ne se préoccupent que d'une chose : lequel des deux clans accédera au pouvoir.

Bien sûr, certains pourront dire que Barre repousse les 2 400 F aux calendes grecques, tandis que le PCF (voir la Une de l'Humanité de lundi), dit aux ouvriers : « Agissez, c'est le moment ! » Certes le titre est alléchant... mais le contenu de l'article n'a pas la même odeur ! Que les bourgeois se rassurent, pour les dirigeants du PCF il n'est surtout pas question de mobilisation de masse et de classe pour faire aboutir les revendications, mais d'un appel pathétique comme quoi tout dépendrait des bulletins de vote.

Les partis de la gauche se servent des revendications (telles que le SMIC à 2 400 F ou la 5^e semaine de congés payés) comme les pêcheurs se servent d'appât pour attraper les poissons... et ensuite les faire frire. En effet, le problème fondamental dépasse largement les dates des 12 et 19 mars. La question que beaucoup de simples travailleurs se posent c'est : que se passera-t-il après ? Une fois qu'ils seront élus, les promesses seront terminées et c'est à celui qui remballera ses outils le plus vite ; il n'y aura plus personne pour appliquer les promesses !

Avec la droite, Barre, Giscard, Chirac, on est fixé, on en reprend pour 5 ans de calvaire jusqu'au prochain sermon. C'est donc une légitime réaction de crier « ASSEZ ! »

Tout le problème est de ne pas tomber dans le piège « Avec la gauche, ce ne sera peut-être pas mieux mais on aura quand même quelques bricoles... de toute façon, ça ne peut pas être pire. »

Les quelques miettes qu'ils pourraient lâcher ils ne perdront pas une seconde pour essayer de les récupérer pour une raison bien simple : aucune des causes de la misère, au chômage, de l'injustice... n'aura été éliminée. Les patrons continueront de nous exploiter, les flics de nous tabasser... l'Etat capitaliste n'aura pas été affaibli d'un iota. Des preuves ? Elles ne manquent pas.

— En 1936, ce sont les millions de travailleurs en lutte qui ont arraché les congés payés et d'autres avantages, parce qu'ils avaient le rapport de force en leur faveur. En 1937, le gouvernement « socialiste », empêtré dans les contradictions du système capitaliste toujours en place, fait tirer sur les ouvriers. Il essaie de reprendre ce qu'il avait dû concéder d'une main.

— En janvier 1946, au lendemain de la guerre, le président est Félix Gouin (SFIO) et son second n'est autre que Thorez (PCF). Ce dernier dit aux masses laborieuses : « Il y a des ministres communistes, ne vous cassez pas la tête... on s'occupera de vous ! »

Un an après c'est le tristement célèbre « Retrouvez vos manches » que Thorez adresse aux mineurs ; puis ce sont les chiens policiers et tout l'arsenal répressif (armée, CRS nouvellement créés par le « socialiste » Jules Moch) qui sont envoyés contre les mineurs en grève.

— En juin 1968, Séguin se rend aux usines Renault de Billancourt pour faire reprendre le travail sous prétexte que des miettes ont été obtenues : il se fait huer par les métallos ! Comme il n'avait pas le consensus des travailleurs, il a été contraint de retourner à Grenelle pour obtenir plus du patronat !

Dans tous les cas, pour tout ce qui a été obtenu, c'est la lutte de masse et de classe qui a été déterminante. Cela est tout autant une vérité pour aujourd'hui que pour demain. C'est pourquoi, ce qui compte, ce n'est pas le jeu entre la « droite et la gauche », mais la lutte de classe contre une classe tant que le système capitaliste n'est pas détruit de fond en comble. C'est à cela que nous devons nous préparer, quel que soit le résultat des élections.

Claude Lebrun

LA DERNIERE MAGOUILLE DE MARCHAIS

Avec l'ouverture de la campagne à la télévision, un nouveau chapitre s'ajoute au long roman des législatives. Chacun y va de son petit couplet, promet, assume l'adversaire. Il est le meilleur.

Giscard n'a pas manqué l'occasion de nous refaire le coup du bon choix, en invitant les français à répondre « à la question grave que leur pose la France ». Autrement dit, après moi le déluge.

Chirac, lui, est sûr de gagner. Krivine s'en prend à Marchais qu'il accuse de favoriser la droite, le PS s'enfle d'orgueil et pense au pouvoir tout proche qu'il peut déjà sentir du bout des doigts.

Et Marchais ? Lundi soir, il était à Saint-Maur. Il a lancé un appel au PS pour négocier. Comme base de discussion, il propose le programme de la CFDT.

Le programme de la CFDT est plus proche de celui du PS notamment sur les nationalisations. Mais n'oublions pas que Marchais est un bourgeois et que comme tout bourgeois, il veut le pouvoir. Il faut être autogestionnaire, Marchais est autogestionnaire, il faut être écologiste, alors Marchais est écologiste ; il faut être pour l'indépendance nationale, alors on colle des affiches « Ni Washington, ni Bonn, ni Bruxelles, ni Moscou », il faut être pour l'union des forces populaires, alors Marchais l'est aussi.

Maire met dangereusement la CFDT à la remorque de la gauche, Marchais en profite. Et si cette nouvelle tactique pouvait raviver des dissensions au sein du PS entre le CERES et



Mitterrand. Le CERES est actif à la CFDT. Et si des gens (du PCF) à l'intérieur de la CFDT faisaient du pied à Mitterrand pour lui dire « voyez, Marchais il veut discuter, faites un effort. » Marchais n'apparaît pas comme un homme de bonne volonté ?

Et si cela créait des difficultés entre le PS et la CFDT, entre Mitterrand et Maire, Marchais s'en accommoderait.

Nul doute que tout cela Marchais l'a en tête et qu'il calcule lui aussi le chemin qui le sépare du pouvoir. 25 % de voix PCF au premier tour, voilà son objectif. La CFDT c'est plusieurs centaines de milliers d'électeurs, pourquoi pas une bonne part pour le PCF.

● Union générale des travailleurs tunisiens

La reprise en mains

L'Union générale des travailleurs tunisiens a changé de secrétaire général. Le nouveau secrétaire général est un certain Abid Tijani. Ce dernier est membre du Parti du néo-destour depuis 1949. Le Parti du néo-destour est le parti de Bourguiba.

Il s'agit donc d'une reprise en main effective de la part de Bourguiba. Pour arriver à ce poste, il a fallu à Abid Tijani un congrès extraordinaire de l'UGTT. Des nouveaux statuts ont été adoptés qui confirment la reprise en mains du syndicat.

Un nouvel article précis

que tous ceux qui ont été condamnés par des tribunaux de droit commun ne pourront plus exercer de responsabilité syndicale.

Or l'ex-secrétaire général de l'UGTT risque de passer devant les tribunaux de droit commun.

La juste révolte des ouvriers tunisiens est donc considérée comme un acte de vandalisme, comme étant le fait d'une bande d'assassins.

Bourguiba a beau placer un de ses sous-fifres à la tête de l'UGTT, il ne pourra pas empêcher la lutte de tout un peuple pour la liberté, les droits démocratiques.

Abonnez-vous
Abonnez vos amis

● Chine

QU'EST-CE-QUE LA LEGISLATION SOCIALISTE ?

L'Assemblée nationale populaire réunie ces jours-ci à Pékin, insiste sur la nécessité de restaurer l'esprit démocratique prolétarien, auquel « la bande des Quatre » s'opposait de front.

Dans ce cadre, nous reproduisons ci-dessus les principaux extraits d'une interview accordée à l'agence Chine-nouvelle par Han Yeou-tong, une des plus célèbres juristes chinoises.

Q : Comment la Chine a-t-elle renforcé la législation socialiste après l'écrasement de la bande des Quatre ?

R : La législation socialiste était, aux yeux des Quatre, un obstacle à leurs activités visant à usurper le pouvoir suprême du parti et de l'État.

Grâce aux pouvoirs qu'ils avaient déjà usurpés, ces Quatre avaient délibérément violé les lois socialistes et tenté de neutraliser les services chargés de les faire respecter. Aujourd'hui, nous insistons sur une stricte application de la politique du parti et des lois de l'État, notamment sur la conduite exemplaire des services de sécurité publique et de juridiction et de leur personnel.

L'écrasement de cette bande a permis la juste solution de conflits surgis au sein du peuple, la garantie

de ses intérêts légitimes, son unité et le rétablissement moral. Le peuple a retrouvé sa liberté d'esprit et d'action.

Un point, d'ailleurs, est à éclaircir, arrêter et juger des individus qui se sont livrés à l'affrontement armé, aux destructions et aux déprédations et procéder à des enquêtes sur le cas de ceux qui ont été impliqués dans les activités conspiratrices de la bande des Quatre, sont deux affaires à la fois liées et distinctes. Le fer de lance doit être fermement dirigé contre la bande des Quatre et leurs acolytes non repentis et pour certains d'entre eux, l'arrestation s'impose.

Mais la politique à appliquer est de distinguer rigoureusement la contradiction entre nous et nos ennemis de celle au sein du peuple, d'éduquer le plus grand

nombre et de réduire la cible de l'attaque.

Il faut critiquer et éduquer tous ceux qui ont commis des erreurs, leur donner une chance de se corriger sans abandonner aucun de ceux qui pourraient être récupérés.

Q : Voulez-vous nous parler de la nature de la législation socialiste chinoise et du rôle qu'elle joue ?

patriotique dans la région de Beitbridge et de la frontière avec l'Afrique du Sud.

● Pologne

Un « Comité Ouvrier » vient d'être fondé à Katowice, il a lancé à tous les travailleurs de Pologne un appel en faveur de la création de « syndicats nationaux libres ».

L'appel lancé par le Comité ouvrier condamne la toute-puissance de l'appareil gouvernemental ainsi que la dépendance des syndicats officiels qui rend les travailleurs impuissants.

« Nous sommes convaincus que cet état de choses durera jusqu'au moment où nous nous organiserons en syndicats libres » poursuit l'appel avant de conclure : « Seulement unis, nous pourrions résister à l'appareil de l'État, du Parti et de l'économie qui nous exploite ».

Exploitation et oppression vont de pair. Ces derniers jours, les arrestations vont bon train ainsi que les tracasseries policières contre ceux qu'on appelle les dissidents.

R : Elle exerce la dictature sur nos ennemis et la démocratie au sein du peuple et assure à celui-ci une grande liberté et des droits étendus.

La constitution de la République populaire de Chine stipule dans son article 14 : « L'État défend le régime socialiste, réprime toute activité contre-révolutionnaire et de trahison nationale, châtie tous les traîtres à la nation et éléments contre-révolutionnaires ».

Elle stipule aussi : « Tout le pouvoir de la République populaire de Chine appartient au peuple » (article 3) et : « Les citoyens jouissent de la liberté de parole, de correspondance, de la presse, de réunion, d'association, de cortège, de manifestation et de grève ; ils ont la liberté de pratiquer une religion, la liberté de ne pas pratiquer de religion et de propager l'athéisme » (article 28).

Toutes ces stipulations de même que les autres stipulations de la loi chinoise montrent que le peuple

est devenu authentiquement maître de l'État et stimulent son initiative dans la défense des acquis de la révolution et dans l'édification du socialisme.

Exercer la dictature sur l'ennemi, c'est protéger les intérêts du peuple, assurer l'ordre social et garantir le progrès normal de la révolution et de l'édification socialiste.

Cette législation socialiste qui combine étroitement la dictature d'une part et la démocratie de l'autre joue un rôle important tant pour consolider la dictature du prolétariat en Chine que pour défendre l'infrastructure économique socialiste.

Q : Pouvez-vous nous dire comment les services de sécurité publique et de juridiction de la Chine résolvent les affaires ?

R : C'est en s'appuyant sur les masses populaires que ces services enquêtent, instruisent et vérifient les faits criminels et dans ce but, ils descendent souvent parmi les masses pour les

consulter, recevoir leurs critiques et se soumettre à leur contrôle.

La politique pratiquée par nos services de sécurité publique et de juridiction est la suivante : « S'il y a des contre-révolutionnaires, il faut les éliminer ; s'il y a des erreurs, il faut les corriger ». Et ce, afin qu'aucun élément malfaisant ne puisse échapper et qu'aucun honnête homme ne soit pas lésé. Au cours des procès, les organismes judiciaires veillent à mettre l'accent sur les preuves, sur les enquêtes et l'instruction. Il est strictement interdit d'arracher des aveux par la contrainte et d'y ajouter foi.

Q : Veuillez nous parler de la politique adoptée par la Chine à l'égard des criminels ?

R : Elle unit la répression et la clémence, la réforme par le travail forcé et l'éducation idéologique ; elle éduque le plus grand nombre, réduit la cible de l'attaque et donne à chacun une chance.



Le peuple tout entier étudie et discute les affaires de l'État

● Pérou

Les 30.000 travailleurs de l'industrie textile du Pérou se sont mis en grève illimitée jeudi de la semaine dernière pour exiger des augmentations de salaires. Ils exigent que l'industrie textile du pays qui doit environ à chaque travailleur un arriéré de 347 dollars, paye tous ces arriérés.

● Zimbabwe

Sept nouveaux villages regroupant 20.000 africains seront créés au cours des prochaines semaines dans le sud de la Rhodésie. Ces villages appelés « villages protégés » sont de véritables camps de prisonniers. Actuellement, plus de 500.000 africains sur les 6,5 millions d'africains en Rhodésie sont rassemblés dans ces camps qui sont entourés de fortifications, où les allées et venues sont strictement contrôlées par les forces de sécurité rhodésiennes.

La création de ces camps fait suite à l'intensification de la guérilla que mènent les nationalistes du Front

● Somalie

«La patrie est en danger» !

L'offensive soviéto-cubaine dans la corne de l'Afrique semble marquer le pas, excepté quelques affrontements. Cependant, les réfugiés continuent d'affluer en Somalie. Selon le Haut commissariat aux réfugiés aux Nations Unies, ils seraient plus de 300 000. Un certain nombre en profite pour apprendre le maniement des armes dans le but de pouvoir s'opposer efficacement à l'invasion de leur pays.

Le peuple somalien poursuit, quant à lui, la mobilisation générale. Samedi, après-midi, plusieurs milliers de personnes ont manifesté dans les rues de Mogadiscio aux cris de « A bas les russes, à bas les Cubains ». Cette manifestation était appelée par les organisations syndicales et les organisa-

tions de différentes entreprises.

Le général Hussein Kulmie Afrah, l'un des vice-présidents somaliens, est intervenu pour dénoncer l'intervention de Moscou et de La Havane dans la corne de l'Afrique tout en soulignant que le continent africain était capable de régler ses problèmes sans l'intervention de pays étrangers. Il a conclu en déclarant que « la patrie est en danger » et que la situation dans la corne africaine est « critique », affirmant que la Somalie poursuivra la lutte jusqu'au bout, qu'elle n'est pas seule et qu'elle a des amis.

Vendredi, le gouvernement somalien a critiqué nettement l'attitude des États-Unis et les accuse de pratiquer une politique ambiguë et contradictoire.

Il les accuse d'avoir four-

ni du matériel à l'Éthiopie et remet en cause l'assurance donnée par Moscou à Washington selon laquelle la Somalie ne sera pas envahie. Le gouvernement somalien a dénoncé le consentement mutuel passé entre les deux supergrands pour « interférer dans les affaires africaines ».

Enfin, le gouvernement a fait savoir qu'il était pour une solution négociée en signalant que toute tentative de médiation pour arriver à la paix devait reposer sur quatre points : le cessez-le-feu, le retrait des forces étrangères, les négociations par l'intermédiaire de l'OUA, et le respect du droit des peuples à l'autodétermination.

L'attitude des États-Unis est de rester sur l'expectative. Vendredi, le conseiller de Carter, Brzezinski, a dé-

claré que le nombre de Cubains en Éthiopie était de plus de 10 000 qu'il s'agissait d'une intrusion étrangère flagrante dans un conflit africain purement interne.

Mais il rejette la responsabilité sur la Somalie qui serait à l'origine du conflit et que, ayant eu l'assurance que les troupes soviéto-cubaines n'interviendront pas en Somalie, les USA s'estiment « très satisfaits ». Les États-Unis sont bien placés pour savoir que les promesses d'impérialistes sont viles et il apparaît clairement qu'ils laissent agir les Russes à leur guise. Derrière tout cela, se cache un sordide marché, d'où les impérialistes américains espèrent tirer profit. Un exemple de marchandage dans le cadre de leur rivalité pour le partage du monde.



Net succès de la semaine anti-impérialiste à Orléans

On nous communique qu'à Orléans s'est tenue une semaine anti-impérialiste à l'occasion de la journée du 21 février. Deux manifestations ont été organisées sur le campus universitaire d'Orléans la Source à l'initiative des organisations suivantes : Association des stagiaires et étudiants gabonais, Association des stagiaires et étudiants comoriens, Communistes marxistes-léninistes de France (Humanité rouge), Organisation communiste de Centre-Afrique, et Union nationale des élèves et étudiants du Côte-d'Ivoire.

Un premier meeting a réuni une soixantaine de personnes environ le mardi 21 février. Un second meeting a réuni le mercredi 22, cent vingt personnes à une soirée comprenant un sketch sur la lutte des peuples du monde, contre l'impérialisme et le social-impérialisme, deux chansons interprétées par la chorale Germain d'Orléans et un film sur la vie dans les camps sahraouis.

Ces deux soirées constituent donc un net succès des organisations étrangères et françaises anti-impérialistes.

Sofrana ou le droit à la parole De Sydney Sokhona

Ce film raconte comment quatre travailleurs africains, après avoir vécu et travaillé en France, prennent conscience, décident de défendre leurs droits et envisagent leur retour dans leurs pays respectifs.

Projection tous les jours 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h. au cinéma La Clef, 21, rue de la Clef, Paris - 5e

Depuis mars 1977,
les tarifs des abonnements d'un an aux
PÉRIODIQUES CHINOIS
sont les suivants :

Pékin Information	30,00 F
La Chine	24,00 F
La Chine en construction	19,00 F
Littérature chinoise	24,00 F

Transmettez vos demandes d'abonnement
à
E-100 - 24, rue Philippe de Girard - 75010 - PARIS

Chanson pour les élections

Chanson pour les élections sur l'air de « l'gouvernement d'Ferry, est un système pourri l'gouvernement d' ? est aussi dégoûtant » (Disque chansons, chanté par Marc Ogeret.

Refrain

L'gouvernement d'Giscard
Est à mettre au rencard
Marchais, Mitterrand sont aussi dégoûtants,
Ni la droite, ni la gauche
Ne feront rien pour nous
Contre toute la bourgeoisie
Unissons-nous !

1 - Giscard et son Babarre
Nous sucent jusqu'au sang
Chômage, saisies, vie chère, licenciements
Mais Chirac le fasciste
Et ses bandes armées
Ne feront jamais peur au peuple révolté !

2 - Mitterrand ce pourri
Il a d'bonnes références :
Décoré par Pétain
Contre la résistance
S'il veut battre la droite
Et dev'nir président
C'est pour mieux servir les patrons
Tout simplement !

3 - Il se veut démocrate
Il se dit communiste
Marchais l' menteur voudrait
Aussi dev'nir ministre
Nationalisations
Promesses à tour de bras
Tout est bon pour tromper le peuple
Vas-y mon gars !

4 - Plan Barre Programme commun
Bourgeois de droite et d'gauche
Tout ça s'resemble beaucoup
Tout ça c'est pas pour nous
Nos promesses n'y f'ront rien
Car déjà, nous savons
Qu'pour changer d'société
Faut la Révolution !

« Insuffisances de ressources » « La femme doit suivre son mari »

TOUT EST BON POUR EXPULSER LES IMMIGRES

A l'heure où la bourgeoisie au pouvoir fait campagne pour l'expulsion d'un million d'immigrés sous prétexte de limiter le chômage des Français, les moyens les plus expéditifs sont employés contre les travailleurs immigrés de toute nationalité. Nos lecteurs sont au courant du projet d'extension des emprisonnements arbitraires dans des prisons spéciales pour immigrés type prison d'A-

Nana Soueidan, étudiante sénégalaise régulièrement inscrite en faculté se voit refuser l'établissement d'une carte de séjour étudiante : la préfecture de police veut lier son dossier à celui de son mari Amin qui est en instance d'expulsion. On veut expulser Nana sous le prétexte que seul, son mari peut la prendre en charge. De même que l'interdiction par les mesures Stoléru, faite aux femmes des travailleurs immigrés de travailler soumet celles-ci à une dépendance financière totale par rapport au mari, ce genre de pratiques leur nient toute possibilité d'autonomie, les réduisant à l'état de mineures.

Exigeons le retour en France de Mohamed Diarra

L'Association des étudiants et stagiaires maliens en France nous communique que Mohamed Shériff Diarra dit N'Tio se présentant à la préfecture de Nice le vendredi 3 février pour renouveler sa carte de séjour a été gardé par la police et expulsé le dimanche 5 février 1978, sur Bamako.

En réalité, ce que les autorités préfectorales n'ont pas pardonné à Diarra c'est qu'il ait été membre du bureau académique de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF). C'est aussi le fait qu'il ait manifesté contre la création à Nice, d'un mouvement à la solde d'Houphouët-Boigny. Les motivations profondes de l'expulsion apparaissent à n'en pas douter politiques.

Cette expulsion arbitraire est une négation des droits syndicaux et politiques des

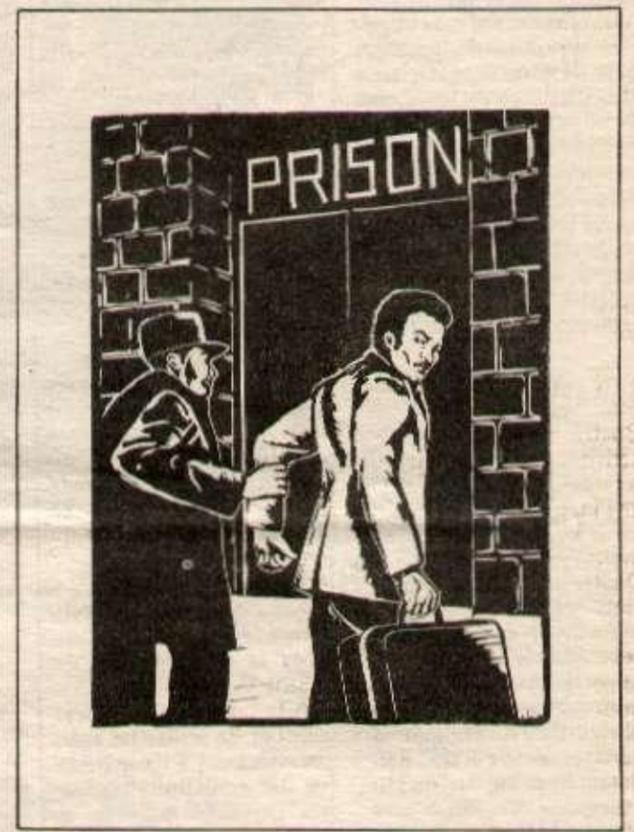
Le 23 février, nous sommes venus nombreux accompagner Nana à la préfecture pour exiger la carte de séjour.

La décision de l'administration sera communiquée le 10 mars. Seule, une importante mobilisation pourra empêcher l'expulsion arbitraire de Nana. Nous vous appelons donc tous à venir soutenir Nana le 10 mars au centre de réception des étrangers 23, Boulevard Ney à 10 h.

CUFI, permanence anti-expulsion, femmes travailleuses en lutte, groupes femmes parisiennes, coordination des femmes noires, femmes maghrébines, femmes d'Amérique latine.

immigrés en France. L'Association indique qu'elle est prête à engager une procédure judiciaire et à organiser une grande campagne autour de cette affaire et demande un large soutien.

renc. Mais une simple demande de carte de séjour à la préfecture peut être l'occasion pour le gouvernement d'expulser des immigrés comme le montrent les deux cas suivants. A chaque fois, il est indispensable que les travailleurs français et immigrés se mobilisent pour empêcher l'expulsion ou exiger le retour de l'expulsé comme si le forfait avait déjà été commis.



● Pontivy

Quand ils font payer les pauvres !

Pontivy, la sous-préfecture du Morbihan a une municipalité de gauche depuis 1971. Mais comme toute municipalité de gauche celle-ci proclame l'insuffisance de ses recettes et calcule le budget au plus juste. Or, dans cette mairie,

les « services » qu'offre la municipalité sont un moyen d'accroître les recettes. En témoigne cette histoire :

Le conseiller municipal responsable du secteur éducation (membre du PCF), a fait adopter par le conseil municipal la mesure suivante : tout parent d'enfant du primaire ou de maternelle obligé de laisser son ou ses bambins avant l'heure de rentrée ou de les prendre après l'heure de sortie doit payer un supplément de 1 F de l'heure le matin et de 2 F l'après-midi et ceci pour chaque enfant.

Pour les parents obligés de travailler tous les deux et qui ne touchent que de petits salaires, une telle augmentation comptée sur un mois fait une somme non négligeable, par ces temps de crise et de salaires bloqués.

Si encore les municipalités faisaient payer les riches comme dit Marchais. Mais non, tout le monde paie et donc principalement les petits pour qui même ces sommes petites en apparences, sont un sacrifice important car pour eux, chaque sou compte.

5 000 sacs de transfusion sanguine pour le croissant rouge palestinien

Communiqué de l'AMFP

« En date du 14 février 1978, le Croissant rouge palestinien demande d'urgence l'envoi de 5 000 sacs de transfusion sanguine. Cette demande est exprimée en raison de la menace grandissante qui pèse sur les Palestiniens au Liban.

L'Association médicale franco-palestinienne appelle tous les amis du peuple palestinien à un nouvel effort financier en vue de permettre au Croissant rouge palestinien de pouvoir accomplir à tout moment sa tâche humanitaire ».

Tous les dons doivent être envoyés à :
AMFP 24, rue de la Réunion - 75020 - Paris
CCP LA SOURCE 3452183

Méningite dans les casernes

Deux cents appelés de la classe 78/2 affectés au deuxième régiment du Génie stationné à Metz, sont consignés à la suite de la découverte d'un cas de méningite cérébro-spinale. Incorporé le 1er février, le jeune militaire atteint de méningite

a été hospitalisé vendredi à l'hôpital militaire Le-gouest de Metz.

Ce n'est pas la première fois que des cas de méningites apparaissent dans les casernes. Depuis quelques mois, plusieurs cas de méningite sont signalés.



● Olivet (Loiret)

Débrayage à la FPA

Depuis plusieurs mois, le mécontentement grandissait parmi les stagiaires. Diverses actions avaient déjà eu lieu (débrayages, assemblées générales, plate-forme de revendications, pétitions, etc.) Il faut dire que les travailleurs se heurtent à de gros problèmes.

- Mauvaises conditions d'hébergement, entassement dans les chambres, état des lieux déplorable, visites interdites, etc.

- Pratiquement, aucune couverture sociale en cas d'arrêt-maladie ou d'accident du travail, par d'Assedic.

- Pas de droit syndical.

- Des salaires de misère pour de nombreux stagiaires et surtout pour les moins de 18 ans (450 F par mois).

Pour la venue du directeur, 150 stagiaires à l'appel des sections syndicales CFDT-CGT ont débrayé et manifesté dans le centre le jeudi 23.

Cette action a permis d'obtenir des améliorations

de l'hébergement. Devant la mobilisation et la combativité des stagiaires, la direction s'est engagée à payer les heures de grève, à ne prendre aucune sanction contre les grévistes.

Sur les autres revendications, la direction s'est refusée à s'engager sur le fond des problèmes.

Cette action est une victoire pour les stagiaires. C'est la première fois qu'un tel mouvement a lieu dans le centre. Les stagiaires comprennent de plus en plus qu'un des buts est de faire d'eux des travailleurs dociles dans leur futur emploi (s'ils arrivent à en trouver un) ; le refus du droit syndical en est l'exemple.

En plus, beaucoup pensent que seule l'extension et la coordination des luttes dans les centres FPA permettra de faire aboutir les justes revendications que l'on peut résumer par : l'obtention du statut de travailleur (couverture sociale, droit syndical).

● Toulouse

Travailleurs de l'enfance inadaptée en lutte

Vendredi dernier, 1 200 travailleurs de l'enfance inadaptée ont manifesté à Toulouse contre Libres, patron de choc de l'ASEI, énorme établissement de 2 000 personnes, 2e entreprise du Midi-Pyrénées. Depuis quinze jours, les travailleurs luttent sous diverses formes - débrayages, grève totale, fermeture de centre et renvoi des enfants chez eux - pour :

- Le retrait de 16 avertissements pour fait de grève.

- La négociation sur les contrats temporaires que la direction impose depuis des années,

- L'ouverture de négociations immédiates pour tous les établissements soumis à des restructurations.

Celles-ci, conséquence de l'application de la loi sociale, doivent entraîner des réductions de personnel, déqualification, et ce, bien sûr, au détriment des handicapés.

Vendredi, Libres a répondu en envoyant les flics casqués et armés de matraques contre les manifestants. Ces derniers en riposte, ont décidé d'occuper le siège du CREAI (autre bastion de l'enfance inadaptée dont le conseil d'administration est le même que celui de l'ASEI) et de garder toute

la nuit dans les locaux occupés le vice-président de l'ASEI.

A la suite de quoi Libres acceptait de retirer les avertissements... à condition que les travailleurs s'engagent par écrit à arrêter la grève et négocient le droit de grève !

Les travailleurs, face à ce durcissement du patron, sont prêts à répondre par une détermination renforcée, à poursuivre l'occupation et à étendre le mouvement par des occupations d'autres établissements, par l'extension de la grève, etc.

Dans ces circonstances, quelques délégués CGT et CFDT (très minoritaires il est vrai) effrayés par le durcissement de la lutte proposent d'accepter la « proposition » du patron et d'arrêter la grève... pour la reprendre après, disent-ils. On sait bien qu'une fois une grève arrêtée, il est toujours difficile de reprendre la lutte et puis, si face à un camouflet du patron on recule, ce dernier ne se gênera pas pour aller plus loin !

On peut penser que les travailleurs éviteront les hésitations et la démobilité et maintiendront la grève et l'extension de la lutte jusqu'à satisfaction des revendications.

Correspondant HR

C.C.A.S (Activités sociales d'EDF-GDF)

Les patrons de combat PCF

La CCAS, à l'initiative des dirigeants révisionnistes de la Fédération CGT d'EDF-GDF (qui occupent tous les postes dirigeants de la CCAS) a mis en place ces dernières années, une centre de traitement des prestations de Sécurité sociale du personnel EDF-GDF, à Osny près de Pontoise doté gros moyens informatiques.

Mais actuellement, il existe un retard important dans les remboursements : souvent, deux mois, alors que le plus souvent, le régime général de Sécurité sociale rembourse en 10 ou 15 jours.

Les protestations des travailleurs EDF-GDF contre ces délais sont donc de plus en plus fréquentes. Face à cela, ce n'est pas la CCAS qui a pris des initiatives, mais la fédération CGT elle-même.

Dans une circulaire envoyée le 15 février 1978 par le secrétariat fédéral à tous les syndicats CGT, celui-ci indique :

« Une première démarche était effectuée auprès du syndicat national (CGT) de la CCAS le 8 juillet, pour que le personnel intéressé apprécie la nécessité de résorber ce retard en acceptant de faire des heures supplémentaires. Celui-ci exigea qu'il soit d'abord examiné une nouvelle méthode de travail, ainsi que les moyens à mettre en œuvre pour répondre aux besoins.

Le 12 octobre 1977, face à une délégation du bureau fédéral, les représentants du syndicat national de la CCAS et de la section syndicale d'Osny, admettaient que le matériel en service et les effectifs permettaient de faire face à la mission du centre de traitement. Mais, ils se refusaient à admettre le principe d'heures supplémentaires exceptionnelles pour résorber le retard dû aux défaillances du démarrage.

Lassé de cette situation préjudiciable à l'ensemble du personnel de nos deux industries, le bureau fédéral, le 12 janvier 1978, décidait de convoquer les intéressés (syndicat et section syndicale) pour les mettre devant leurs responsabilités :

- Le centre d'Osny dispose des moyens suffisants pour répondre aux besoins en marche normale,

- Le retard accumulé ne peut persister sans conséquences graves,

- Des mesures, exceptionnelles pour un temps limite au rattrapage du

retard doivent être prises,

- Dans la perspective d'un refus, c'est l'existence du centre de traitement qui est en cause.

Après une longue discussion, il est décidé que le

Voilà qui est clair : la seule réponse des dirigeants syndicaux patrons de la CCAS, au retard dans les remboursements, c'est :

- De convoquer son syndicat local et sa section syndicale d'Osny.

- De les contraindre à faire des heures supplémentaires un samedi sur deux.

Devant le refus de nombre de travailleurs d'Osny, de faire ces heures supplémentaires, (les révisionnistes avouent être « inquiets au regard du nombre de participants »), les patrons PCF de la CCAS menacent : « La Fédération CGT, quant

à elle, prendra toutes les mesures... quelle que soit la nature des obstacles dressés sur la route ».

Il ne faut se faire aucune illusion sur les dirigeants du PCF. Ce qui se passe à la CCAS, grande entreprise au budget de 60 milliards d'anciens francs, montre leur vrai visage, ce que serait le PCF à la tête de l'État bourgeois. Et montre aussi ce que veulent faire des syndicats révisionnistes : des instruments du capitalisme d'État pour encadrer les travailleurs, leur faire se retrousser les manches pour le plus grand profit des patrons de « gauche ».



Bande dessinée réalisée par les travailleurs de l'EDF-GDF pour dénoncer les pratiques des dirigeants CGT et PCF dans les CCAS. Extrait de la brochure réalisée par l'Humanité rouge « Quand ils sont au pouvoir ».

syndicat national de la CCAS appellera le personnel à travailler par moitié un samedi sur deux, en heures supplémentaires.

Cette situation est maintenant en application depuis plusieurs semaines, cependant, nous sommes inquiets au regard du nombre des participants.

Le personnel du centre de traitement doit se sentir concerné dans sa masse.

Délibérément, peut-il mettre en cause tout ce qui a été fait jusqu'à ce jour pour éviter que des coups irrémédiables ne soient portés aux Caisses d'activités sociales ? Se peut-il que le combat mené dans ce domaine par la CGT ne soit pas son combat ?

La Fédération CGT, quant à elle, prendra toutes les mesures, comme elle l'a fait précédemment, pour que le traitement des dossiers prestations se réalise dans les meilleures conditions, quelle que soit la nature des obstacles dressés sur la route ».



Communiqué de presse de la section CFDT S.A.S.C.E.R. Repression au foyer des Epinettes *

La direction licencie un éducateur et compte en licencier d'autres, un par un.

La direction ne lésine pas sur les moyens qu'elle emploie :

- Lettre de licenciement remise par huissier le 20 février 1978.

- Assignation devant le tribunal des référés le 21 février 1978 pour interdire l'accès du foyer à l'éducateur licencié qu'elle l'accuse de perturber, en incitant les jeunes à la violence ?!

En effet, c'est la méthode utilisée pour reprendre en main une équipe éducative qui a remis en cause la hiérarchie et propose une approche pédagogique qui replace les problèmes des adolescents dont elle a charge dans leur véritable contexte, c'est-à-dire sur les plans économique, culturel, social et politique.

La direction ne supporte pas la moindre critique, la moindre divergence sur ses conceptions du travail social.

Pour la direction, qui entend mettre au pas le personnel, le travailleur social est un exécutant qui n'a pas à réfléchir ni à critiquer. Pour la direction, la violence ça n'existe pas, ce sont les éducateurs qui la créent ; de même, dénoncer le racisme, c'est inciter les jeunes à être racistes et violents !

* Foyer d'action éducative dans le 17e.

Demain notre page région sera Vienne

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

Barre, Marchais et le SMIC à 2400F

Ils nous rasant avec leurs histoires de coiffeur

Deux « grandes nouvelles » ont marqué ce début de semaine. Résumons-les. Premièrement le coiffeur de Barre est contre le SMIC à 2 400 F, qui le ruinerait et l'obligerait à licencier son personnel. Deuxièmement, le coiffeur de Marchais est à la faillite, à cause de Barre dont le coiffeur est contre le SMIC à 2 400 F. Le coiffeur de Barre contre le coiffeur de Marchais, n'est-ce pas la France coupée en deux, tandis que Barre et Marchais coupent les cheveux en quatre ?

Toutefois, si cette revendication générale d'augmentation du SMIC est passée au cœur de la campagne électorale, c'est un signe. Ce que les travailleurs, dans le cadre de ces élections, espèrent, ce n'est pas un changement de société (que ni la droite ni la gauche ne peuvent apporter) mais une amélioration de leurs conditions de vie. Au moins cela, au moins avoir des fins de mois tranquilles.

L'AUSTÉRITÉ

Face à cette exigence, Barre s'est convaincu de mettre la revendication du SMIC à 2 400 F à son programme.

Mais sa promesse n'est valable que pour la fin de la législature prochaine, dans cinq ans. D'ici là, l'inflation aura fait des ravages, la hausse des prix aura englouti les 2 400 F qui vaudront encore moins que le SMIC aujourd'hui.

Barre prétend ne pas pouvoir porter le SMIC à 2 400 F tout de suite, sinon

ce serait la ruine des petits patrons (son coiffeur). Il préconise en conséquence une politique économique dite prudente : l'austérité.

Cette austérité n'est austère que pour les travailleurs. Pendant ce temps, les profits des monopoles augmentent chaque année. Et les petites entreprises ne tiennent pas face à la concurrence des monopoles.

LA RELANCE

C'est ce dernier fait que constate Marchais (son coiffeur) (*). Les partis de gauche proposent alors de relancer l'économie : augmenter les salaires tout de suite pour augmenter la consommation (si l'on gagne plus, on consomme plus). Cela augmenterait les emplois (si l'on consomme plus, les patrons font des bénéfices, investissent, s'élargissent et donc embauchent).

Ça ne tient pas debout. Même si les salaires augmentaient l'inflation qui existera encore, précisent les partis de gauche) en-

gloutirait le pouvoir d'achat. Et même si le pouvoir d'achat et la consommation augmentaient plus, les patrons ne se serviraient pas obligatoirement des profits ainsi réalisés pour créer des emplois.

Aujourd'hui, avec Barre, les profits des monopoles augmentent chaque année. Or, est-ce qu'ils embauchent ou est-ce qu'ils licencient ? Ils licencient.

MESSIEURS LES MENTEURS

Mais au lieu de dire la vérité, Marchais et Barre discutent de leurs coiffeurs.

Un travailleur, sur un marché parisien, dimanche matin, disait : « Je gagne 2 300 F et je ne réussis pas à vivre comme il faudrait. Avec 2 400 F, rien ne serait changé ». Que répondez-vous à cela, messieurs les menteurs ?

(*) Marchais précise même que son coiffeur est « hautement qualifié... sans doute pour éveiller la jalousie de Raymond Barre.



C'est cet homme-là qui fait coller partout sur les panneaux publicitaires de grandes affiches avec ces deux seuls mots : « Barre confiance ». Vous, la voyez-vous, la confiance ?

L'Humanité rouge dans la campagne électorale

• Paris 2e-3e

Vendredi 24 février aussi, meeting de l'Humanité rouge à Paris-Centre, salle de l'Épicerie. Dans une atmosphère très simple et détendue, le camarade Roland Mérieux, candidat de l'UOPDP dans les 2e et 3e arrondissements, a expliqué devant une quarantaine de personnes comment les communistes marxistes-léninistes voient la situation dans le quartier et comment ils participent aux luttes quotidiennes.

Il a su caricaturer avec

ironie les positions et la pratique du grand bourgeois Dominati, candidat de la droite, mais aussi des autres candidats bourgeois comme Quin, du PCF, dont la plus grande passion est de se faire photographier en tête de manifestations populaires, alors que son parti n'est en rien en tête des luttes, bien au contraire.

Le camarade Jacques Jurquet, directeur de notre Humanité rouge, a pris la parole lui aussi, ainsi qu'une camarade du PCRML qui

a salué l'unité grandissante entre le PCMLF et son propre parti.

Le camarade Jacques Jurquet devait parler, entre autres, de la situation internationale, très préoccupante surtout dans la corne de l'Afrique.

C'est surtout la lutte des habitants du Marais qui était au centre des discussions qui suivirent les interventions. Un début là aussi en toute simplicité, montrant un réel souci de lutter pour gagner.

• Brétigny

A la salle des fêtes de Brétigny, fief du PCF dans l'Essonne, une quarantaine de personnes ont assisté, vendredi 24, à une réunion convoquée par l'Humanité rouge pour soutenir les candidats de l'UOPDP des 1re et 2e circonscriptions de l'Essonne.

Un montage diapos sur la Révolution d'Octobre 1917 en Russie a été suivi de nombreuses questions : comment se fait-il que les bourgeois soient revenus au

pouvoir avec Krouchtchev ? Pourquoi la lutte contre la bande des Quatre en Chine ? Pour quelles raisons Kiang-Sing a-t-elle pu se conduire parfois en « impératrice » ? Quels sont les rapports entre le peuple et les dirigeants en Chine ? etc.

Les candidats ont ensuite pris la parole pour se présenter et exposer les raisons de leur candidature. Ils devaient illustrer par des exemples précis la nécessité de se battre contre la gauche

comme contre la droite. « Serge Dassault et Roger Combrisson ne sont plus du tout divisés quand il s'agit de réprimer les jeunes » déclarait notamment la candidate qui est aussi présidente de l'AJT, association de jeunes de Corbeil.

Un membre d'un comité écologiste demandait de préciser la position à leur égard, une travailleuse des allocations familiales demandait des informations sur la lutte en cours, etc.

MISE AU POINT

Un petit groupe de quelques individus s'intitulant ORPCF (ml) a fait passer dans la presse un communiqué déclarant que ces gens qui se disent marxistes-léninistes voteront pour la droite aux élections.

Nous tenons à préciser que ces gens n'ont rien à voir avec le marxisme-léninisme.

De nombreuses lettres de lecteurs, scandalisés par cette déclaration, nous sont parvenues. Elles nous prouvent que ce petit groupuscule qui fait l'éloge des monopoles est d'ores et déjà discrédité et condamné.

Nous avons reçu aussi un communiqué des comités régionaux Rhône-Alpes du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste, du Parti communiste marxiste-léniniste de France et du secrétariat fédéral du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste qui précise à juste titre : « 1) Le PCMLF et le PCRML combattent les partis bourgeois de droite et de gauche, qui veulent tout gérer, chacun à leur manière, la crise capitaliste sur le dos des travailleurs.

« 2) Le PCMLF et le PCRML soutiennent les candidats de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne.

« 3) Le PCMLF et le PCRML annoncent d'ores et déjà qu'ils appelleront à ne soutenir aucun candidat de droite ou de gauche au second tour ».

Signalons enfin, qu'un individu isolé est venu à la porte du meeting parisien de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne, dimanche, pour distribuer des tracts signés ORPCF (ml) et appelant à voter à droite. Cet individu fut expulsé avec la plus grande fermeté et ses tracts confisqués, comme les organisateurs l'auraient fait si un quelconque parti de la majorité était venu distribuer ses tracts à la porte de ce meeting.

LE COMITE D'INITIATIVE NATIONAL DE L'UNION OUVRIERE ET PAYSANNE POUR LA DEMOCRATIE PROLETARIENNE

UNE ADRESSE : 3, rue Jean Robert Paris 18e (Métro Marx Dormoy)
UN NUMÉRO DE TÉLÉPHONE : 607 23 75
DEUX PERMANENCES : le mercredi de 18 à 20 h, le samedi de 15 à 17 h, (à dater du 25 janvier 1978).

Marchais saboté par « France Nouvelle »

« Mais c'est un scandââââle... »

Marchais exprime la politique de son parti envers les colonies françaises dans le dernier numéro de l'hebdomadaire du PCF « France-Nouvelle ». Jusqu'ici rien d'anormal.

Mais, oh surprise !, ne voyons-nous pas Marchais écrire : « La politique sociale avancée que nous proposons permettrait (...) en même temps de relancer l'austérité économique »...

Eh oui ! L'AUSTÉRITÉ... Sans doute est-ce une coquille, une erreur d'imprimerie. Remplacez « austérité » par « activité » et tout rentre dans l'ordre.

Mais tout de même, avouez, faire cela au premier secrétaire en personne ! Certaines mauvaises langues prétendent que Marchais s'est mis très en colère, qu'il est devenu tout rouge (... pour une fois) et qu'il a même déclaré tout de go : « Mais c'est un scandââââle ! ».

De la part d'un homme calme et modeste comme Marchais, cette réaction serait surprenante !

• Paris 18e

RÉUNIONS-DÉBATS DE L'UOPDP

Jeu 2 Mars à 20 h
5, rue de Torcy (Métro Marx Dormoy)

et

Samedi 4 mars à 20 h
9, rue Richomme (Métro Château-Rouge)
Venez discuter avec votre candidat, Claude Lebrun.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

● Limoges

Là où la CGT a été créée

Avec ses 180 000 habitants, l'agglomération de Limoges est de loin la plus peuplée du Limousin. Depuis une quinzaine d'années, la ville de Limoges a vu sa population croître rapidement, et ceci principalement à cause de l'exode rural qui vide de plus en plus la campagne.

L'activité traditionnelle est, bien entendu, la porcelaine et de ce fait Limoges

a été et reste une ville ouvrière, avec des traditions de luttes : la grande grève des porcelainiers au début de ce siècle en témoigne, et ce n'est pas un hasard si la CGT a été créée à Limoges.

Mais, depuis la Seconde Guerre mondiale, de nombreux artisans et petites entreprises ont dû cesser leur activité dans la porcelaine ; pourtant encore aujourd'hui,

de nombreux travailleurs y sont exploités.

Actuellement, deux entreprises importantes dans la métallurgie servent de phare et sont des « citadelles ouvrières » : la Saviem et Legrand, chacune employant plus de 3 000 travailleurs.

La Saviem fabrique des moteurs de chars et d'autocars. Legrand, coté en Bourse, entreprise implantée dans de nom-

breux pays dans le monde, domine le marché français du petit matériel électrique.

Le bâtiment est aussi une activité importante de la région, mais Limoges apparaît aussi comme un centre administratif et commercial très important (par exemple le CHU, les caisses de Sécurité sociale ou les PTT emploient chacun de 2 000 à 3 000 employés).

Luttes contre les bas salaires et les licenciements

Une récente enquête a montré que les salaires dans notre région sont parmi les plus bas de France : il est très fréquent dans la chaussure, la confection ou la porcelaine d'être payé au SMIC après 10 ou 15 ans d'ancienneté dans l'entreprise (les femmes sont particulièrement touchées par cette exploitation éhontée).

La crise a touché de nombreuses petites entreprises qui ont, soit fermé leurs portes, soit réduit leurs effectifs. C'est pourquoi de nombreuses grèves souvent avec occupation (dans ce cas surtout pour les entreprises aux alentours de Limoges) ont éclaté depuis plus d'un an :

Dans le bâtiment :

- Disparition de la société des ouvriers menuisiers, licenciements à la SNECO.

Dans la métallurgie :

- Grève chez Broussaud, Faure, Ferro-

do, Ateliers de Montmorency (à Châteauponsac)...

Au CEA :

- Grève avec occupation des puits de la part des mineurs d'uranium.

Par ailleurs, des luttes revendicatives se sont produites chez Legrand (quatre semaines de grève), à l'hypermarché Radar (contre le licenciement d'une caissière), au centre de tri des PTT (contre les chronométrages)...

Dans notre région, il est très difficile de trouver du travail : aujourd'hui, 1 200 chômeurs cherchent un emploi et les jeunes sont particulièrement touchés (les moins de 25 ans représentent la moitié des demandeurs d'emploi). Vivre et travailler au pays est pour nous un mot d'ordre qui nous touche de près et qui permet de contester l'ordre capitaliste : par exemple, aux PTT, c'est le départ massif des auxiliaires vers la région parisienne.



Grève chez Renault en octobre 1975.

Les forces politiques Une tradition social-démocrate

1) La tradition social-démocrate pèse sur la région de tout son poids : ainsi par exemple, la municipalité de Limoges est contrôlée autoritairement par la tendance la plus droitière du PS (le maire est le pharmacien, L. Longeueu). La bourgeoisie locale et le PS sont en union totale, surtout quand on connaît l'importance de la franc-maçonnerie dans notre région (ce que les anciens appellent « les trois points »). Il apparaît clairement que la gestion municipale de Limoges n'est pas au service

des intérêts des travailleurs :

- D'un côté, des avantages fabuleux sont consentis au patronat : aménagement des zones industrielles, refus d'appliquer la taxe sur les entreprises pour les transports, etc.
- D'un autre côté, les impôts locaux ont augmenté en 1977 de 20 à 50 % ou encore la municipalité ne fournit que 30 F par élève des écoles primaires pour permettre l'achat des fournitures scolaires...

2) La compagnie de tout ce « beau monde » plait aux responsables du PCF. Ils jouent à fond la carte de l'alliance avec le PS : cela leur permet de placer leurs pions dans les mairies, les administrations, les entreprises dépendant des marchés communaux.

Ainsi depuis les élections de 1977, ils sont au conseil municipal de Limoges et ils s'entendent bien avec leurs amis du PS pour cautionner une gestion antipopulaire. Au CHU, à la Sécurité sociale..., le PCF place ses cadres, des administrateurs. Mieux le candidat du PCF sur la 3e circonscription de la Haute-Vienne trône au conseil d'administration de la SEMLIM (société d'économie mixte importante, œuvrant dans la promotion immobilière) en compagnie de Longeueu, Laucournet, (PS), du banquier Tarnaud...

Le PCF représente une force politique importante en Haute-Vienne (deux députés sur trois sont au PCF et le 3e pour le PS). Il est certain que le PCF bénéficie encore aujourd'hui du glorieux passé de résistance aux nazis. Chez nous, les maquis FTP, avec Guingoin à leur tête, sont encore très présents dans les mémoires.

3) En Haute-Vienne, la droite giscardienne ou chiraquienne n'arrive pas à avoir une influence véritable : la région est bien « tenue » par la fausse gauche. C'est ainsi que nous sommes encore une des rares régions en France où la social-démocratie (avec le « Populaire du Centre ») et le PCF (avec « L'écho du Centre ») peuvent se vanter d'avoir une presse quotidienne qui se maintient à un bon niveau.

LES CANDIDATS DE L'UOPDP



Christian Hubert

Candidat titulaire

Christian Hubert, 40 ans. Il est marié et père de deux enfants.

Il adhère aux Jeunesses communistes

à 17 ans, et au PCF à 18 ans (fédération Seine-Sud). Il est appelé à l'armée en Afrique du Nord où il mène l'activité clandestine contre la guerre d'Algérie et contre l'OAS.

Il est exclu du PCF en 1964 : le motif invoqué est le suivant : activités dites « maoïstes » sur le territoire de sa cellule.

Il a travaillé comme ouvrier dans plusieurs usines de la région parisienne dans lesquelles il développe le syndicalisme. Employé à l'Éducation nationale pendant quatre ans comme professeur technique adjoint (spécialité fraisage) son poste ne lui est pas renouvelé du fait de ses activités syndicales et de son refus du système d'enseignement dans la société bourgeoise.

Depuis 1967, il est à la Saviem-Limoges comme ouvrier tourneur ; il est délégué et militant syndicaliste.



Francis Juchereau

Suppléant

Francis Juchereau, 29 ans. Il est marié sans enfant. Depuis 1974, il est employé à la Caisse primaire de Sécurité sociale à Limoges où il est fichiste. Il est militant syndical

Élu deux années au conseil syndical de sa section, il est remis à la base une première fois par la direction PCF du syndicat général Sécurité sociale, à cause de son engagement marxiste-léniniste (les tracts de l'Humanité rouge dénonçaient les méthodes de dictature du PCF sur le syndicat).

Après un an de suppression de toute responsabilité, il est réélu par les adhérents de sa section au conseil syndical ; ce dernier le désigne à la majorité comme délégué syndical.

En septembre 1977, il est remis à la base par un conseil syndical intercaisses (où le PCF est majoritaire). Le fait d'être remis à la base par des éléments n'appartenant pas à la section syndicale a provoqué des démissions de militants et a réduit l'audience de la CGT sur la Caisse primaire. La CGT a perdu un siège aux élections de délégués.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

Résolution du 3e congrès du Parti communiste marxiste-léniniste de France

SUR LA LUTTE CONTRE LES DEUX SUPERPUISSANCES ET LE DANGER DE GUERRE

En s'appuyant sur la thèse des trois mondes formulée par Mao Tsé-toung, le PCMLF considère que les deux superpuissances, URSS et USA, sont les deux plus grands exploiters et oppresseurs internationaux.

Elles sont le pilier du système impérialiste mondial et représentent en cela

pas d'autre solution que l'expansion impérialiste. Elle a des positions à gagner et ce ne peut être qu'en s'attaquant à l'hégémonie américaine, particulièrement en Europe, au potentiel économique tentant.

Pour conquérir ces positions, l'URSS n'a pas les moyens économiques des USA, bien qu'elle recoure aux

les, aspire profondément à la paix. Mais les deux superpuissances, elles, se préparent à la guerre.

Le PCMLF appelle la classe ouvrière et le peuple de France à combattre leurs préparatifs de guerre et les éduque à ne pas en avoir peur.

Le PCMLF a pour tâche de tout faire pour retarder au maximum le déclenchement de la guerre et accumuler ainsi des forces pour la révolution. Il doit préparer la classe ouvrière et le peuple en vue d'une nouvelle guerre mondiale. Si celle-ci venait à éclater avant que la révolution ait eu lieu dans notre pays, le parti devra se préparer à assumer la direction de la lutte pour la défense de l'indépendance nationale. Quelques soient les circonstances complexes, l'axe de la politique du parti sera toujours, à travers la lutte du moment, avec les alliances qu'elle impose, de renforcer l'autonomie politique et militaire du prolétariat et du peuple, sous la direction du parti, pour pouvoir, dès que les conditions objectives le permettront, transformer la guerre en révolution.

Cela signifie concrètement aujourd'hui :

- éduquer le prolétariat et le peuple de France dans la connaissance de la nature exploiteuse et agressive des deux superpuissances et particulièrement du social-impérialisme soviétique, dans la compréhension de la nécessité du front uni mondial à édifier contre elles.

- organiser la lutte contre la fausse détente, l'esprit de capitulation, de soumission et de compromis prôné aux conférences d'Helsinki et de Belgrade, entretenu par les partis bourgeois et activement propagé par le PCF ;

- lutter contre les menées agressives des deux superpuissances et les menaces qu'elles font peser sur l'indépendance nationale de notre pays. Lutter contre leurs ingérences, espionnages, pressions, chantages. Lutter contre tout ce qui va dans le sens de la soumission à leurs visées hégémoniques de la part de la bourgeoisie mono-

poliste. Combattre la mainmise économique et culturelle avec l'URSS, principal foyer de guerre. S'opposer notamment à l'octroi de prêts lui permettant de financer ses efforts de guerre d'agression ;

- diriger les luttes des masses populaires contre les agissements et les menaces des deux superpuissances (lutte des pêcheurs bretons contre le pillage des chalutiers soviétiques, exigence de véritables mesures de protection civile pour le peuple en prévision d'une guerre, luttes ouvrières et paysannes contre les monopoles US) ;

- développer dans la classe ouvrière et le peuple la compréhension de l'inévitabilité de la guerre engendrée par la rivalité des deux superpuissances, de la nécessité de s'y préparer en ayant pour objectif d'écraser l'impérialisme et de faire triompher la révolution prolétarienne dans notre pays ;

Préparer le parti à cette éventualité dans tous les domaines, idéologique, politique, organisationnel ;

- mobiliser la classe ouvrière et le peuple pour le soutien actif aux luttes révolutionnaires des peuples du monde et en particulier du tiers monde, force principale dans la lutte contre le colonialisme, le néo-colonialisme, le racisme, le sionisme, l'impérialisme et l'hégémonisme ;

- développer l'exigence d'un désarmement réel et non fictif, comportant l'interdiction complète et la destruction totale des armes nucléaires et d'abord de celle des deux superpuissances.

Le PCMLF a une position de principe exigeant la dissolution simultanée des pactes militaires de l'OTAN et de Varsovie. C'est pourquoi il refuse de s'associer à toute campagne réclamant la dissolution unilatérale du pacte de l'OTAN, qui ne peut que faire le jeu de la superpuissance soviétique la plus agressive ;

- faire grandir le courant d'amitié avec les pays socialistes du monde, bastions de la révolution prolétarienne mondiale.



Manifestation contre la bombe à neutrons aux États-Unis devant la Maison Blanche. Mobilisons-nous contre les préparatifs de guerre.

l'ennemi principal commun à tous les peuples du monde, la cible principale de la révolution prolétarienne mondiale.

C'est contre elles que doit s'édifier le plus vaste front uni mondial rassemblant tout ce qui peut être uni dans la lutte pour les isoler et les abattre. Le prolétariat doit diriger ce front uni mondial antihégémonique dont les pays et les peuples du tiers-monde constituent la force motrice et principale.

Les victoires des trois peuples indochinois, entre autres, prouvent que les peuples peuvent venir à bout d'une superpuissance. L'avenir appartient aux peuples du monde.

Les deux superpuissances entretiennent des rapports de rivalité et de collusion. Mais, conformément à l'analyse de Lénine : « Ce qui est l'essence même de l'impérialisme, c'est la rivalité de plusieurs grandes puissances pour l'hégémonie », l'essence de leurs rapports, c'est la rivalité.

Entre les deux superpuissances, la balance n'est pas égale du fait de leur situation historique différente. Les USA représentent un impérialisme installé, la plus grande puissance du monde capitaliste, ses moyens économiques sont sans commune mesure avec ceux des autres puissances impérialistes et beaucoup plus puissants que ceux du jeune social-impérialisme. Ils ont des positions à défendre dans le monde entier et leur pénétration se fait particulièrement sentir en Europe de l'Ouest.

L'URSS, quant à elle, est un impérialisme jeune, empêtré dans des difficultés économiques insolubles et qui, dans le vain espoir de les résoudre, n'a

mêmes méthodes de pénétration qu'eux ; seule la guerre lui permettrait d'étendre son hégémonie.

Aujourd'hui, du fait de l'extraordinaire effort de guerre de l'URSS, le rapport de force militaire évolue en sa faveur. Cela la pousse à exiger un partage du monde à la mesure de ses forces nouvelles.

Voilà pourquoi l'URSS est le principal foyer de guerre dans le monde.

La rivalité des deux superpuissances pour l'hégémonie mondiale rend inévitable une 3e guerre mondiale, mais la lutte révolutionnaire des peuples du monde peut contribuer à la retarder, permettant ainsi le renforcement du front uni mondial antihégémonique et l'affaiblissement des deux superpuissances.

La guerre engendrée par la rivalité de l'URSS et des USA sera de nature interimpérialiste. Les marxistes-léninistes doivent travailler dès aujourd'hui à l'édification du vaste front uni mondial des pays et des peuples qu'elles entraîneront dans cette guerre pour la transformer en juste guerre antihégémonique et notamment antisocial-impérialiste. La conséquence inévitable en sera le développement de la révolution dans le monde.

L'enjeu de cette rivalité, c'est principalement l'Europe. Par son potentiel industriel et technologique, elle est le point-clé pour la domination du monde. Les peuples européens sont donc confrontés directement aux visées hégémoniques des deux superpuissances.

Le peuple de France, comme tous les peuples d'Europe qui ont connu les souffrances de deux guerres mondia-



« Cubains, Soviétiques, dehors », manifestation antisocial-impérialiste en Afrique.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

DES LEGISLATIVES DANS UN CLIMAT MONDIAL TENDU

Traditionnellement, la politique étrangère est fort peu évoquée dans les campagnes électorales des politiciens bourgeois. Il s'agit là d'un sujet réservé aux polémiques en coulisse, aux batailles de spécialistes. Elle montre quand même le bout de l'oreille au cours de ces législatives car la situation mondiale est manifestement de plus en plus tendue et il devient plus difficile d'affecter de l'ignorer totalement.

C'est pourquoi, il y a une quinzaine de jours, Giscard nous gratifiait d'un « entretien au coin du feu » portant exclusivement sur la politique étrangère de la

Giscard, les monopoles et les superpuissances

En fait, la politique internationale de Giscard, c'est celle de la défense des intérêts impérialistes des monopoles français, coincés entre les ingérences, les pressions, les menaces des deux géants que sont l'URSS et les USA, et l'essor des revendications légitimes du tiers monde.

Ces intérêts poussent les monopoles français à rechercher des compromis avec le tiers monde pour mieux résister aux superpuissances. De là l'attitude souple du gouvernement français dans le cadre de la conférence Nord-Sud, la politique active déployée envers les pays arabes et africains, dictée par la défense des marchés impérialistes français. Mais cet aspect n'est pas le seul.

La menace militaire que Brejnev fait peser sur l'Europe devient chaque jour plus lourde et plus précise. L'intervention spectaculaire des avions Transal français lors de l'offensive soviétique au Zaïre est aussi dictée par cette inquiétude. Galley, ministre de la Coopération, le reconnaissait avec franchise en déclarant : « Cette invasion du Zaïre est une sorte de coup de sonde, nous y répondons par un acte de dissuasion ».

De là aussi la volonté plus nette du gouvernement français de s'engager dans la construction de l'unité européenne sur le plan économique et technologique (Concorde, Airbus), militaire (défense de la conception stratégique de la « bataille de l'avant », affaire des plutons, effort de recherche d'un armement européen standardisé dans le cadre de l'UEO), comme politique (sommets réguliers des chefs d'État de la CEE, consultations dans l'affaire du Zaïre, du Moyen-Orient, de la corne de l'Afrique).

Mais en même temps, les monopoles

France où il réaffirmait les lignes constantes de la majorité en cette matière. Elles n'ont pas changé depuis le 20 septembre 1974 où il affirmait dans une circonstance analogue : « On peut dire : vous êtes l'ami de tout le monde, vous êtes l'ami des Soviétiques, vous êtes l'ami des Américains, vous organisez l'Europe politique, vous êtes l'ami des Arabes, vous êtes l'ami de tout le monde ; effectivement, je crois que votre rôle, votre type d'action, c'est d'être un facteur de conciliation chaque fois que c'est possible et chaque fois que l'indépendance de notre position nous en donne les moyens ».

Français pratiquent une politique de conciliation avec le social-impérialisme soviétique et prennent grand soin de multiplier les sourires à son égard. Il cautionne en particulier sa politique de fausse détente en participant aux conférences de Belgrade et d'Helsinki. Il tait les multiples ingérences de Brejnev dans les affaires intérieures françaises qui vont jusqu'à l'espionnage militaire le plus grossier. Il fait silence sur la situation des droits de l'homme en URSS. Il cache l'énorme machine de guerre que l'URSS accumule à nos frontières. Plus : il la subventionne par les crédits avantageux qu'il accorde à l'économie soviétique.

Cette attitude est dictée d'une part par la volonté de ne pas indisposer l'ogre soviétique dont la puissance militaire ne cesse de s'accroître, d'autre part par les perspectives de profits alléchants que Moscou fait miroiter aux monopoles français dans les échanges économiques avec l'Est.

Avec l'autre superpuissance, les USA, la politique française est tout aussi ambiguë. Comme Brejnev, Carter est venu récemment en France, pays auquel il a consacré le séjour le plus long de sa tournée mondiale, cinq jours. Avec lui aussi, les contradictions s'accumulent, essentiellement sur les plans économique et politique. Les investissements américains, déjà très importants en France, continuent de se développer à vive allure, mais les investissements français et européens aux USA progressent également très vite. Ces répercussions de la crise du dollar gênent les profits des monopoles français. Mais l'inquiétude que suscite la menace militaire soviétique maintient l'alliance occidentale au sein de laquelle, cependant, le rapport de forces se modifie. Ce n'est plus en patron que Carter vient à Paris, mais en négociateur.

Quant au Parti socialiste...

La politique du PS par rapport aux deux supergrands reflète les tendances contradictoires qui existent en son sein. Au fond, la politique de Mitterrand en ce domaine ne se différencie guère de celle de Giscard. Lui aussi s'affirme européen, prêche le maintien de la France dans le cadre de l'Alliance atlantique. Lui aussi maintient les relations étroites avec l'impérialisme US dont témoigne la visite rendue à Carter lors de son passage à Paris. Lui aussi, plus encore, fait risette à Moscou et prend bien soin de ne pas indisposer le Kremlin.

Il y a quelques jours encore, il se déclarait satisfait des « bons traités d'amitié existant avec l'URSS » et revendiquait la présence française à toutes les conférences de diversion qu'elle organise à Genève comme à Vienne pour bavarder sur le désarmement mondial.

Mais au sein du PS, la forte minorité du CERES travaille à infléchir cette attitude en faveur d'une soumission accrue à Moscou. C'est ainsi que Chevènement se fait l'écho assez fidèle des positions du PCF pour crier à « l'Atlantisme » et contre la force de frappe autonome française.

...Et au PCF

C'est avec étonnement que certains ont pu voir récemment s'étaler sur nos murs la dernière affiche du PCF proclamant : « Ni Washington, ni Bonn, ni Bruxelles, ni Moscou, indépendance nationale ; c'est en France que doit se décider la politique de la France ». Un étonnement qui n'a lieu d'être que si on ne connaît pas la remarquable capacité du PCF à ingurgiter les aspirations populaires pour les mettre au service de sa politique antipopulaire, comme c'est le cas pour l'autogestion, l'écologie, l'avortement, entre autres. Ses remarquables pirouettes sur la question de la force de frappe française, comme sa déclaration « d'indépendance » par rapport à Moscou signifient donc seulement qu'il existe au sein de la classe ouvrière et du peuple français, une aspiration diffuse à l'indépendance, et c'est là une chose réjouissante.

Vicieusement, le PCF s'appuie sur elle pour en sortir un mot d'ordre qui, faisant semblant de la prendre en compte, se retourne en fait contre elle. Il sait r'avoir pas grand chose à perdre et tout à gagner en faisant semblant de prendre ses distances par rapport à Moscou dont le régime est si peu populaire parmi le peuple français, et en même temps, il fait passer l'idée que le

danger principal pour la France vient de l'impérialisme US. Car « Washington, Bonn, Bruxelles », c'est-à-dire la RFA et l'OTAN, tout cela pour le PCF, c'est les USA.

Par ailleurs, sa politique extérieure est intégralement alignée sur Moscou. Il défend comme « progressiste et basée sur l'internationalisme prolétarien » son offensive actuelle dans la corne de l'Afrique, comme hier en Angola ou au Zaïre. Il applaudit l'emploi de ses mercenaires cubains. Jusque dans le conflit entre le Vietnam et le Cambodge, « L'Humanité » a d'emblée choisi son camp : le même que Brejnev.

Il est ici le meilleur apôtre de la « détente », des intentions pacifiques de l'URSS. Il est le pire ennemi de la construction de l'unité européenne présentée comme une inféodation à l'impérialisme US.

C'est que ses intérêts sont aussi liés à ceux de Moscou. Il touche un substantiel pourcentage, par l'intermédiaire de la Banque d'Europe du Nord, sur les échanges économiques entre la France et les pays de l'Est ; ce qui a fait dire crûment au « camarade milliardaire » Doumeng : « Avec l'URSS, au moins, le drapeau flotte. C'est notre point de référence. Et s'il y a une guerre mondiale, moi j'ai choisi mon camp ».



Marchais,

Brejnev,

comme deux larrons en foire



Giscard pense aux profits juteux, mais c'est l'économie de guerre russe qu'il renforce.